

hue et dia

La mort tragique le 8 août du député Meas Chanleap fait réfléchir. Ainsi il existe des gens pour qui la vie politique a une importance supérieure à toute autre chose. Pour qui il ne s'agit pas de jeux stériles, de discussions coupées des réalités, de simple gagne-pain, de poste honorifique et rémunérateur, mais de l'activité la plus utile, la plus haute, celle qui mérite tous les sacrifices.

Il y a quelque chose d'excessif dans ce suicide, les amis du député Meas Chanleap le reconnaissent. Et sans doute d'inutile, parce que la réconciliation au sein du PLDB risque de ne pas s'ensuivre.

Mais on ne dira pas que les Cambodgiens n'ont que faire de la démocratie, qu'ils se désintéressent des affaires publiques. Manifestement, ils prennent les choses au sérieux.

Dans une déclaration reproduite dans ce numéro, le premier Premier ministre estime que "la discipline est plus essentielle pour notre société que la démocratie". C'est aussi, depuis longtemps, l'idée des dirigeants de Singapour, et cette formule a incontestablement réussi dans l'île-Etat.

Mais la démocratie n'est pas forcément pagaie et paralysie du pouvoir. Plutôt apprentissage de la vie en commun, conjugaison de forces différentes: pile et face; hue et dia; yin et yang.

Les forces, les convictions, les dévouements sont bien là au Cambodge. Peut-être que, pour le bien public, il faudrait, avec la discipline, non pas moins de démocratie, mais davantage.

A.G.

Enquête

Les salaires

Peu de salariés, des salaires très variables selon les catégories et les secteurs. Assurés d'un revenu fixe et régulier, les salariés sont des privilégiés. Mais la législation est encore bien cahotique et les employeurs tentent de faire au mieux.

Recevoir un revenu fixe tous les mois reste encore un luxe pour beaucoup dans ce pays. Pour les agriculteurs, près de 80% de la population active, il est parfois difficile de connaître à l'avance les revenus du ménage.

Les salariés ne forment encore qu'une petite classe de privilégiés, quasiment exclusivement présente dans les zones urbaines.

Selon l'étude socio-économique menée par l'Institut National de la Statistique fin 1993, seul 7,8% des revenus des ménages de tout le Cambodge provenaient des salaires. A Phnom-Penh, ce chiffre atteignait 17,6%. Depuis lors, compte tenu de l'évolution du pays et du développement de certains secteurs, le nombre de salariés n'a pu que croître,

Selon le bon vouloir des employeurs

Le statut des salariés dépend pour une large part du Code du Travail de 1992. Ce texte reprend les dispositions du Code républicain de 1972. Il rassemble l'ensemble des règles applicables aux liens du travail. Rémunérations, contrat, apprentissage, licenciement ou

conventions collectives, on y trouve l'essentiel. Mais, il demeure parfois muet sur certains points. A l'employeur alors de faire selon son bon vouloir.

Il y a autant de situations que

précise pourtant que "les entreprises et les établissements (...) doivent assurer des soins médicaux gratuits à leurs travailleurs réguliers et à leurs familles." Mais chacun interprète cet article à sa guise.

Telle société organise la vaccination en masse de tous les salariés, telle autre assurera plutôt les frais médicaux de l'employé et de sa famille alors qu'une dernière plafonnera les dépenses

La banque offre les meilleurs conditions de travail, les petits restaurants et les artisans les pires. De la vaccination pour tous au plafonnement du remboursement des dépenses de santé, toutes les solutions sont possibles.

d'entreprises. Certes, il existe des grandes lignes que tout le monde se doit de respecter. Les jours de congés payés, les congés maternité ou le nombre d'heure de travail ne laissent guère de place à la fantaisie. Le texte est précis et chacun doit se soumettre. Pour le reste, les entreprises font selon leur volonté et leur possibilité. Par exemple, nombreuses sont celles qui rechignent à suivre l'ensemble des jours chômés décrétés par le gouvernement. "Trop nombreux" disent-elles.

Protection médicale variable

De même, la protection médicale des employés varie assez sensiblement d'une entreprise à l'autre. L'article 231

susceptibles d'être remboursées en cas de maladie du seul salarié. Dans ce domaine, on rencontre toutes les solutions.

Souvent le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise déterminent l'ampleur de la prise en charge des employés. Il est reconnu que l'on est mieux payé et que les conditions de travail sont plus agréables dans les banques privées. L'hôtellerie reste à la traîne pour ce qui est des salaires. Enfin, dans la construction ou les entreprises de services, la mobilité des employés gêne la mise en place de cadres favorables aux employés. Dans ces deux derniers secteurs, nombreux sont les chefs d'entreprise qui se plaignent de l'infidélité de leurs

(suite page 2)

à l'intérieur ...

Enquête : les Salaires

Interviews : S.E. Son Soubert; S.E. Khieu Kanharith
Norodom Ranariddh : questions vitales

pages 1 - 2 - 3 - 4

page 5

pages 6 - 7 - 8

SALAIRES

employés. "Certains disparaissent sans prévenir, explique ce responsable d'un hôtel. Ils pensent gagner quelques dollars de plus ailleurs."

Pour limiter la concurrence sur les salaires, quatre compagnies de télécommunications ont tout simplement décidé de se concerter. Tous les mois, les responsables des ressources humaines se retrouvent pour ajuster et mettre à jour leur grille salariale.

Pas de salaire minimum de fait

Le salaire tient une large place dans le Code du Travail (voir *Cambodge Nouveau* n°14). L'article 100 établit l'existence d'un salaire minimum garanti. Selon la loi, il doit assurer "à tout travailleur un niveau de vie décent compatible avec la dignité humaine." Mais, dans les faits, on en est bien loin. Une étude conduite par la direction de l'Inspection du Travail auprès de six cent

entreprises implantées dans la capitale devait permettre de fixer le montant de ce salaire minimum. Les conclusions de l'enquête ont été remises au gouvernement il y a un peu plus de 6 mois, l'Inspection du Travail attend toujours la décision des politiques.

Il faut dire que les fonctionnaires civils démarrent avec un salaire de 20.540 riels (8,5\$) selon la grille obtenue auprès du secrétariat d'Etat à la Fonction Publique. Difficile dans ces conditions d'établir un salaire minimum sans montrer l'exemple.

A Phnom-Penh, selon les résultats de l'étude, le revenu moyen des salariés avoisine les 41\$. En 1993, ce salaire était de 21\$. Mais de grandes disparités existent.

"Nous avons découvert que les artisans et les petits restaurants pratiquent les plus bas salaires avec environ 20.000 riels par mois (8\$), précise le directeur adjoint du département de l'Inspection du Travail, Huot Chanthly. Les employés sont souvent nourris et logés. Les artisans ont sans aucun doute les conditions de travail les plus

éprouvantes. C'est souvent dans cette profession que les tâches sont les plus pénibles."

Depuis le début de l'année, l'apparition d'une taxe sur les salaires supérieurs à 300 \$ a contribué à une augmentation des revenus. Là aussi rien de systématique. Le mouvement reste marginal compte tenu du faible nombre de salariés concernés par cette mesure.

Les inspecteurs ne font pas peur

Malgré le flou de certaines dispositions du code, la direction de l'Inspection du Travail tente de jouer son rôle au mieux. Avec quinze fonctionnaires, pas encore formés pour la plupart, Huot Chanthly affirme contrôler environ une entreprise par jour. Vérification des conditions de travail, des livrets des employés ou de la visite médicale obligatoire, tout est passé au crible. "Les inspecteurs du travail ne font pas peur aux entreprises, certaines ne savent même pas à quoi nous servons. Parfois, elles nous refusent l'entrée.", constate le fonctionnaire

Avec des amendes échelonnées entre 200.000 et 400.000 riels (67 \$), le poids des contrôles est faible. En un an, une cinquantaine d'entreprises ont été amendées. Environ 90% des amendes ont effectivement été versées. "Lorsque la somme à payer est trop faible, les entreprises ne payent pas, reconnaît le responsable du ministère. Dans le nouveau code, le montant des amendes devrait être augmenté."

Pour éviter toute tentation de corruption, les fonctionnaires touchent 10% sur les amendes

qu'ils infligent aux entreprises. Mais, selon un fonctionnaire du ministère du Travail qui souhaite garder l'anonymat, les arrangements sont toujours possibles. Surtout lorsque l'entrepreneur récalcitrant a parmi ses relations un ministre ou toute autre personne influente.

"Dans deux ou trois ans, une fois que les inspecteurs seront véritablement formés, les entreprises seront obligées de respecter la loi, elles auront peur," assure Huot Chanthly. Un cycle de formation devrait commencer prochainement avec l'aide d'un expert français. Quelques fonctionnaires suivront des cours en France avant de revenir pour transmettre leur savoir à leurs collègues restés au pays.

Nouveau code pour 1996

Enfin, un nouveau Code du Travail est à l'étude. Pas de révolution toutefois. Une mise aux normes internationales de l'ancien code de 1992 et quelques projets pour améliorer la couverture sociale des travailleurs. La rédaction est terminée, le projet est sur le bureau du gouvernement. Des modifications et des adaptations sont encore en cours pour augmenter les garanties des travailleurs.

Certains organismes donateurs conditionnent la poursuite de leur aide à l'amélioration des conditions de travail des employés. De nombreux arbitrages sont probables avant la présentation du projet de loi devant l'Assemblée Nationale:

C.C.

(suite de l'enquête page 4)

Les nouveautés du code

Dans le projet de révision du Code du Travail envoyé au Conseil des ministres en janvier dernier, on trouve notamment la mise en place d'une caisse nationale de sécurité sociale sur le modèle français. Cette caisse devrait recevoir les cotisations des employeurs et des salariés. Les contributions seraient de 7% pour les employeurs et de 5% pour les employés. Dans le projet, la priorité est donnée aux pensions de retraite puis aux pensions d'accidentés du travail, enfin aux allocations familiales. Si les salaires augmentent, assurance maladie et chômage sont également envisagés.

A PROPOS ...

donateurs : aucun blocage

"Il n'y a aucun blocage de l'aide extérieure, aucune tension entre les donateurs et les responsables cambodgiens. Il n'y a aucune baisse des rentrées d'argent. Seulement des délais qui ont des causes administratives, et non politiques" nous dit un financier. "Pour 1995, la Banque Mondiale versera 100 milliards de riels au Cambodge.

la Banque Asiatique environ 50 milliards. Les donateurs ont pourtant exprimé des recommandations fermes concernant la transparence et la discipline (respect de la hauteur du budget, dépenses de l'armée) et des mises en garde : 'vous êtes en train de dérapier'. Mais pas d'ultimatum.

"Le 'support budgétaire' aux investissements locaux (routes, engins de travaux publics, irrigation, agriculture, barrages.

soutien aux entreprises comme EDC, etc ...) va presque doubler, grâce surtout à la Banque Mondiale".

"Au cours du premier semestre il y a eu des dépassements de dépenses de la part de certains ministères, et principalement la Défense".

riels et dollars

Le taux d'intérêt des dépôts à terme en riels est fixé par le Gouvernement à 22% par an.

Malgré ce taux très élevé, malgré la stabilité du riel, et malgré le fait qu'il est soutenu par le FMI et la Banque mondiale, les dépôts en riels dans les banques ne dépassent pas 3 à 4 % du total, nous dit un banquier, et n'augmentent guère. Pour l'instant on continue à préférer le dollar.

Défense des consommateurs

Une Association de Défense des

(suite page 3)

SALAIRES

Fonction Publique : fins de mois difficiles

Des fonctionnaires nombreux mais pas très bien payés. Des réformes en cours mais encore dans les cartons. La situation des fonctionnaires reste un des problèmes auquel le gouvernement doit faire face en priorité. Comment réduire le nombre des employés du service public ? Comment les payer et combien ? Etat des lieux.

"L" *Etat prétend nous payer, nous prétendons travailler.* Ce dicton des fonctionnaires soviétiques peut s'adapter sans grande difficulté à la situation cambodgienne. Avec 92 300 riels par mois pour le Premier ministre, selon la grille des salaires de la fonction publique obtenue auprès du secrétariat d'Etat à la Fonction Publique, difficile de blâmer les serviteurs de l'Etat souvent à la recherche d'une seconde source de revenu. Ils sont 143 000 selon l'étude menée en février dernier par le PNUD. Nombreux sont ceux qui tournent dans leur bureau avec une vague pile de dossiers devant eux sans trop savoir comment justifier leur maigre traitement.

Six échelons pour trois catégories

La grille des salaires applicable aujourd'hui date de 1969. Elle

Les parlementaires

Ils recevraient un montant de 3 millions de riels par mois (1250\$) pour tous leurs frais (téléphone, déplacements, logements...)

divise la fonction publique en trois niveaux. Le premier ou catégorie A englobe les cadres dirigeants, le second niveau ou catégorie B concerne les cadres techniques, enfin la catégorie C rassemble les ouvriers. Les catégories B et C sont divisées en six échelons selon l'ancienneté. Pour passer à l'échelon supérieur, il faut au minimum trois ans de bons et loyaux services.

Deuxième voire troisième métier

Les serviteurs de l'Etat disposent d'avantages que ne connaissent pas nécessairement leurs collègues du privé. Ils ont une retraite assurée par le budget national à partir de 55 ans. Selon le nombre d'années passées au service de l'Etat, les fonctionnaires peuvent toucher jusqu'à 80% de leur dernier salaire.

Certains avantages en nature existent également. Ainsi, à la Banque Nationale une série de primes complète le maigre traitement. Pour le logement, les employés touchent 20 000 riels par mois, de même chacun reçoit un quota de 10 litres d'essence par mois. Enfin, 30 000 riels sont versés pour aider la famille de l'employé. On parle aussi de la création d'une cantine.

Pour compenser les faibles

Le salaire des membres du gouvernement

- **Premier ministre :**
92 300 riels (40 \$)
- **Vice-Premier ministre :**
84 110 riels (35 \$)
- **Ministre :**
78 000 riels (32,5\$)
- **Secrétaire d'Etat :**
63 050 riels (26,2 \$)
- **Sous-secrétaire d'Etat :**
58 370 riels (24,3\$)

Source : secrétariat d'Etat à la Fonction Publique

revenus du ménage.

D'autres moins scrupuleux sont simplement des fonctionnaires fantômes. Difficile à dénombrier, ils disparaissent jusqu'au jour de la paye.

Ainsi, certains agents du ministère du Tourisme n'hésitent pas à se transformer spontanément en guides. Une activité aujourd'hui plus rentable que de rester dans un bureau. Une pratique qui devrait disparaître à la faveur d'une réforme de la profession et de la création d'un label et d'une carte professionnelle. Plus question de se faire passer pour guide sans avoir subi un examen et répondu à certains critères bien précis.

Elargissement de l'échelle et concours

revenus accordés par l'Etat, beaucoup recherchent un deuxième voire un troisième métier. Pas évident de connaître le nombre d'employés du service public qui multiplie les sources de revenus.

Telle fonctionnaire bien placée de la Banque Nationale reconnaît aisément avoir ouvert une petite affaire d'import-export pour compenser son traitement. Telle autre avoue que son mari, également fonctionnaire, répare les ordinateurs pendant ses jours de congés et augmente ainsi les

Pour remédier à l'ensemble de ces problèmes, la grande ambition est de remettre à plat toute la structure de la fonction publique. Un projet de réforme existe. On parle de la création d'une nouvelle catégorie avec division entre hauts fonctionnaires chargés de la décision, moyens fonctionnaires chargés de la recherche, secrétaires pour l'exécution et enfin ouvriers pour les tâches manuelles.

(Suite page 4)

A PROPOS ...

Consommateurs (ADC) a été créée. Organisation non gouvernementale, l'ADC a pour objet notamment "de participer à l'élévation de la qualité de toutes gammes de produits de consommation, d'outils, de moyens de transport et de services privés et publics, en gardant des prix convenables aux situations économiques et en respectant strictement les unités

de mesure; -d'assister la création de sécurités pour les matériels et objets créant les conditions de bien-être et de santé; - d'assister le renforcement de la discipline et le respect des règlements qui améliorent l'environnement, l'action sociale et l'évolution du comportement des usagers des services généraux; -d'aider à l'élaboration, à la gestion et à l'amélioration des diverses normes qui favorisent une

qualité accrue du cadre de vie; - d'aider au suivi de l'application des lois (...); -de coopérer avec les divers organismes étatiques et privés pour diffuser la qualité, la sécurité, l'utilité et l'efficacité des objets (...); -participer dans la mesure du possible à la défense du droit des clients et usagers des services généraux publics et privés".

De fait, il est important d'éduquer les consommateurs et de lutter contre la commercialisation au

Cambodge de produits de mauvaise qualité ou dont la date limite d'utilisation est dépassée, achetés à très bas prix à l'étranger, et revendus avec de grands profits.

Douanes

Le nouveau Code des Douanes est toujours en chantier. Le projet ne sera pas achevé avant plusieurs mois.

Le projet de nouveau Tarif

(suite page 4)

(Suite de la page 3)

De même, le nombre d'échelons va être augmenté pour élargir la grille salariale aujourd'hui complètement écrasée. Entre le Premier ministre et le fonctionnaire de base, il n'y a que 32\$ de différence.

Si la réforme est acceptée, il faudra désormais passer un concours pour entrer dans la fonction publique, nouvelle

Les policiers

La police nationale compte aujourd'hui 68.413 hommes avec 50.736 hommes répartis en province et à Phnom-Penh. Les autres travaillent dans les ministères. Les salaires s'échelonnent entre 64.500 riels (26,8 \$) pour un général quatre étoiles et 20.400 riels (8,5\$) pour le policier de base. Pour ce qui est de la corruption, il est admis que les policiers de la circulation se mettent le revenu des amendes dans le poche. Pour ce qui est des gradés, "Je ne peux pas vous répondre", s'excuse le directeur adjoint de la police nationale.

formule.

Les fonctionnaires en place seront automatiquement réintégrés. Les candidats à l'embauche, séduits malgré les faibles salaires devront se soumettre à un concours. Mais, est-ce que cette réforme sera suffisante sans une véritable réduction des effectifs ? L'objectif du FMI est de passer à 70.000 fonctionnaires.

C.C.

La grille des salaires des fonctionnaires

salaires en riels	Premier échelon	deuxième échelon	troisième échelon	quatrième échelon	cinquième échelon	sixième échelon
diplôme universitaire	41 700	45110	49530	53950	58370	63050
brevet technique	35100	37960	41470	45110	48880	52780
diplôme enseignement secondaire	28600	30810	33800	36790	39780	43420
au dessous du bac	24960	26780	29380	32110	34710	37310
ouvriers qualifiés (mécanicien)	34320	37180	40820	44590	48230	52000
ouvriers semi-qualifié (chauffeur)	31200	34320	38220	42280	46150	50500
ouvriers non qualifiés (propreté)	28080	30810	33670	36660	39520	43160
factotum	20540	22360	24960	27300	29900	32760

Source: secrétariat à la Fonction Publique

A PROPOS ...

douanier est achevé. Il va être bientôt sur le bureau du ministre des Finances et de l'Economie.

Trois personnes travaillent sur les statistiques des échanges extérieurs du Cambodge en 1995. Elles ont entamé le mois de février.

"front de Bassac" (suite)
"Notre projet concernant les

deux "barres" -714 m de long- du "front de Bassac" a obtenu officiellement le permis de construire nous fait observer la société propriétaire Lay. Les protestations sont donc trop tardives. Tels quels ces bâtiments étaient inutilisables. Ceux qui sont contre la modernisation n'ont d'ailleurs fait aucune contre-proposition". Les plans prévoient une mise à niveau des plans horizontaux, de

façon que l'on puisse circuler facilement dans le futur hôtel. Des étages seront ajoutés pour égaliser le dernier étage, supprimant ainsi les décrochements conçus par les premiers architectes. "M. Vann Molyvann aurait voulu pour 'le meilleur emplacement du Cambodge' un investissement de 40 millions de dollars et un hôtel 5 étoiles. Mais où trouver tout cet argent ? Nous

faisons un projet à notre mesure, pour 3 à 4 millions de dollars".

banquiers

A Taïpeh, les 25 et 26 juillet, a eu lieu la 15ème Conférence de l'Amicale Chinoise des Banquiers. Plus de 200 représentants venus de 22 pays y ont assisté, parmi lesquels pour la première fois des représentants de l'Association des Banques du Cambodge (C.N. n° 33).

P O L I T I Q U E

un entretien avec

SON SOUBERT

membre du BLDP

deuxième vice-Président de l'Assemblée nationale

Le 4 août, un Congrès extraordinaire du PLDB, Parti Démocratique Libéral Bouddhiste, conduit par le ministre de l'Information Ieng Mouly, décidait l'exclusion de 6 de ses membres: Son Sann, fondateur et Président du parti, Son Soubert, vice-président de l'Assemblée Nationale, Kem Sokha, président de la Commission des Droits de l'Homme, Keat Sokhun, secrétaire d'Etat aux Affaires Féminines, et les députés Pol Ham et Koy Chhoeurn. Nouvel épisode des dissensions internes de ce parti. Fin mai, c'est Son Sann qui avait expulsé Ieng Mouly.

Ces six députés, qui à l'occasion adressaient des critiques au Gouvernement, risquent de perdre leur siège à l'Assemblée.

Tragique conséquence de ces querelles : le 8 août le député PLDB Meas Chanleap se suicidait à l'Assemblée Nationale, pour exorter les membres de son parti à se réconcilier.

M. Son Soubert nous a accordé le 9 une brève interview.

"Il est évident pour tout le monde que le pouvoir veut se débarrasser de toute opposition et de toute critique.

"Le second Premier ministre a très ouvertement pris parti en faveur de Ieng Mouly, et le Funcinpec a "accueilli très favorablement les résultats du Congrès". Il est clair pour moi que Ieng Mouly est passé du côté du pouvoir. Dans cette affaire, le politique prime sur la légalité. Je ne vois pas où est le processus démocratique. Sous couvert de trois partis, on va vers un parti unique, qui contrôlera l'Assemblée. C'est navrant. Le peuple a tant espéré un processus démocratique !

"Les décisions prises par le Congrès du PLDB sont contraires au règlement intérieur du Parti : un Congrès extraordinaire n'est pas habilité à renouveler le Comité directeur ni le Comité exécutif.

"Nous avons demandé la réunion d'un Congrès national le 1er octobre. Mais ils vont tout faire pour l'empêcher.

"Au sein de l'Assemblée notre cas est différent de celui de Sam Rainsy : j'ai été élu vice-Président de l'Assemblée par un vote secret, des deux-tiers des députés. De même Kem Sokha, président de la Commission des Droits de l'Homme, et Pol Ham. Il faudra aussi un vote des deux-tiers de l'Assemblée, à bulletins secrets, pour nous démettre.

"Le Comité permanent de l'Assemblée -dont je fais partie-, n'a aucun pouvoir de décision. Il ne peut qu'entériner, et mettre ou non à l'ordre du jour. Le Président Chea Sim m'a dit que de toutes façons il ne ferait rien sans consulter Sa Majesté le Roi".

un entretien avec

KHIEU KANHARITH

Secrétaire d'Etat à l'Information

Le problème du PLDB est qu'il opère avec le gouvernement, mais qu'il veut aussi profiter, pour les élections de 1998, d'une image d'opposant indépendant et courageux. Son Sann veut jouer sur les deux tableaux à la fois. Mais on ne peut pas faire partie du gouvernement et l'attaquer, être à la fois dans le gouvernement et dans l'opposition. Si le PLDB veut critiquer le gouvernement, alors il doit le quitter. En se rappelant qu'il y a des milliers de fonctionnaires PLDB.

C'est d'ailleurs Son Sann qui a commencé la bataille en demandant l'expulsion de Ieng Mouly. Maintenant, j'estime que celui qui est expulsé d'un parti devrait démissionner. La loi électorale est silencieuse sur ce point.

des chefs de village élus

Non, il n'existe pas de volonté d'aller vers un parti unique. La tendance n'est pas celle-là. Un signe concret : le ministère de l'Intérieur est en train de rédiger une loi sur l'élection des chefs de village (*qui sont jusqu'ici nommés, ce que l'on considère couramment comme l'un des moyens du PPC de contrôler les provinces, ndr*). La loi devrait être adoptée à la fin de cette année ou début 1996.

On fera d'abord des essais dans un vingtaine de villages, ou dans une province, puis on généralisera. Il y aura sans doute quelques exceptions, dans les villages proches du champ de bataille notamment.

Nous voulons que les candidats chefs de village se présentent sur leurs noms, et non sur leur appartenance à un parti. L'idée est de ne pas réveiller les oppositions. Nous voulons démocratiser, mais en tenant compte de la fragilité de la réconciliation.

Contrairement à certaines rumeurs, il y a une réelle volonté d'élections en 1998. Nous, au PPC, nous avons déjà créé un Comité pour les préparer. Nous envoyons des délégations dans d'autres pays pour y prendre des enseignements.

Sur la liberté de la Presse

Nous acceptons les critiques, pas les insultes.

Personnellement je n'aime pas beaucoup que lorsque des ministres ou des ministères sont accusés par des journaux de corruption ou d'incompétence, ils ne réagissent pas, ou parfois se contentent de faire un rapport. C'est pourquoi je propose que l'on organise

des rencontres entre ministères et journalistes. Les résultats seraient diffusés par les médias, et copie serait envoyée aux deux Premiers Ministres. On verrait alors que le gouvernement accepte les critiques si elles sont fondées.

La loi sur la Presse n'est pas très claire. Il va falloir définir ce que l'on entend par "sécurité nationale" et par "stabilité politique". A la fin du mois aura lieu un rencontre avec les deux Associations de journalistes et des Associations de défense des droits de l'Homme pour obtenir un consensus. Une bonne définition permet d'éviter les abus et l'arbitraire. Ensuite on fera une circulaire pour tous les ministères et les instances provinciales, pour que l'on s'y tienne strictement.

D'autre part, nous allons trouver avec la Ligue des journalistes Cambodgiens un compromis : un comité de conciliation, d'arbitrage qui, avant d'en arriver au tribunal, essaiera de régler les litiges dans lesquels les journalistes et les journaux peuvent se trouver impliqués.

finir la guerre

Je crois que lorsque l'armée aura été restructurée, lorsque la presse sera plus libre, et lorsque la situation internationale sera favorable au gouvernement, alors on pourra terminer cette guerre. Non pas détruire entièrement les Khmers rouges. Mais l'armée sera moins lourde et plus efficace. On pourra stabiliser et développer les campagnes et ainsi affaiblir les Khmers rouges. Il restera des poches d'insécurité. Mais une certaine insécurité existe partout...

travailler ensemble

Ce sont des tâches énormes que doit accomplir le Cambodge. Il faut s'en tenir au faisable : normaliser, réconcilier. Normaliser, c'est à dire stabiliser la vie des gens à la campagne.

L'essentiel en politique demeure la réconciliation nationale. Aujourd'hui commence à exister un "esprit de corps". Avant la discussion de chaque loi, les chefs de parti, surtout les deux premiers ministres, essaient de convaincre les membres de leur parti de travailler ensemble. C'est ainsi que les lois peuvent être votées. S'il y a des querelles entre Funcinpec et PPC, le processus est menacé ...

**CAMBODGE
NOUVEAU**
est entièrement réalisé
au **CAMBODGE**

S.A.R. NORODOM RANARIDDH

premier Premier Ministre

Le premier Premier ministre a rendu publiques ses vues sur plusieurs sujets d'actualité, dans un document de 8 pages, en anglais, daté du 3 août, sous le titre "Sujets d'importance vitale concernant la situation actuelle du pays". (traduction non officielle).

Une partie de la presse nationale et internationale continue à écrire des articles critiques et injustes sur le Gouvernement Royal et ses leaders.

Sans vouloir être impliqué dans la controverse, ni répondre aux critiques, je voudrais donner aux Khmers et aux étrangers mon opinion personnelle sur quelques sujets d'importance vitale concernant la situation du Cambodge.

Environnement

Le Gouvernement Royal est très concerné par la situation de l'environnement, qu'il s'agisse de la déforestation, de la préservation de la couverture forestière, de l'exploitation des ressources minières ou des autres ressources naturelles, ou de l'environnement en général.

S'agissant de la déforestation, le Gouvernement royal a adopté des mesures fermes pour mettre un terme aux coupes, aux ventes et aux exportations illégales de troncs d'arbres. Pour leur donner plus d'ampleur le gouvernement royal, en accord avec les les forces de l'armée royale, a fait appel à l'intervention armée, de façon à stopper complètement les exportations de troncs et de bois d'oeuvre. La transformation du bois doit être effectuée à l'intérieur du pays, et elle est limitée à la fabrication de contre plaqué, de meubles et autres produits finis ayant une valeur ajoutée.

Il n'y a pas de discrimination dans la délivrance des autorisations, si ce n'est la compétence et l'expérience dans la reforestation et la régénération des forêts exploitées. De cette façon se trouve généré un revenu très nécessaire, tandis qu'en même temps la régénération de la forêt se trouve assurée.

Corruption

Comme la prostitution, la corruption est aussi vieille que l'humanité. Le Cambodge n'y fait pas exception et nous n'avons pas nié l'existence de la corruption dans notre société. Cependant, au lieu de simplement en admettre l'existence, le Gouvernement Royal prend des mesures concertées pour affronter le problème avec des mesures fortes sur le front législatif et économique.

Pour l'instant, la seule façon de réduire la corruption et les pratiques malsaines est d'améliorer la qualité de la vie de la population, principalement dans l'administration où les salaires sont bas. Avec la privatisation des entreprises publiques, les opérations *build-operate-transfer* (BOT) et les investissements nouveaux, le domaine économique est l'un de

ceux où la situation s'améliore lentement.

La loi sur les investissements, promulguée en août 1994, a vu l'arrivée de plus de 2,5 milliards d'investissements, générant presque 40 000 emplois. C'est à dire que la vie d'environ 40 000 personnes s'est peu à peu améliorée mois à après mois. Ces investissements et ces créations d'emplois sont actuellement en cours, et lorsqu'ils auront été réalisés l'emploi se trouvera énormément augmenté.

Le résultat final est une meilleure qualité de la vie et un meilleur environnement socio-économique, qui contribue à la stabilité sociale et politique, ce qui conduit à stabiliser la sécurité et, plus important que tout, diminue le besoin des fonctionnaires d'être corrompus.

Le Royaume du Cambodge apprend encore à marcher. Au cours de ses 20 mois au pouvoir, il a réalisé d'énormes réussites. Il serait incroyable pour qui que ce soit de demander ou d'exiger que des bouleversements complets soient réalisés, alors que c'est une tâche énorme de défaire ce qui a été fait en plus de 20 ans de désordre. Voilà la réalité.

Démocratie

La démocratie, cela signifie la nourriture pour les estomacs des gens, un abri, une éducation, des soins médicaux, les services de base, et la liberté de s'exprimer et de se déplacer. C'est la démocratie dans le sens cambodgien. Il est facile de prêcher ou de soutenir la démocratie lorsqu'on a l'estomac plein, que l'on vit confortablement dans une villa ou un immeuble à air entièrement conditionné. Mais qu'en est-il des pauvres gens des campagnes ? Des paysans qui travaillent la terre tout le jour pour avoir de la nourriture à la fin du jour ? Pour eux, et ils sont des millions dans le Royaume du Cambodge, la démocratie n'est qu'un mot que l'on prononce sans réelle signification. Cela ne procure pas de nourriture et ne met pas fin à leur situation.

Les Cambodgiens ont enduré beaucoup de souffrances. La conséquence est que leur attitude, les principes de base et les nécessités de la vie ont aussi changé, de même que la perception de leurs besoins et de leurs désirs. Etant donné cette situation, *la discipline est plus essentielle pour notre société que la démocratie, bien qu'elle ait besoin des deux.*

Lorsque les paysans pauvres auront suffisamment de nourriture, un abri, une éducation, et les services de base, alors la démocratie pourra être prêchée et répandue en abondance. Mais pas maintenant, alors

qu'il y a beaucoup d'éléments dans notre société, notamment les Khmers rouges, pour profiter de la démocratie et transformer de nouveau le pays en "champ de mort".

Les prêcheurs de la démocratie doivent être conscients qu'ils ne pourraient pas en parler publiquement sans crainte si le pays ne respectait ni la démocratie ni les droits de l'Homme. C'est le droit de ces gens de s'exprimer librement et c'est le droit du Gouvernement Royal d'assurer que la sécurité est stabilisée et soutenue. Ce qui est démocratie et droits de l'Homme pour l'un peut être poison pour un autre. Il est aussi odieux d'entendre que le Cambodge ne serait pas démocratique, alors que les dénigreur sont confortablement assis dans leur studio de Londres, de Paris ou de New York, et parlent d'absence de démocratie ou de droits de l'Homme alors qu'ils n'ont pas mis le pied dans les communes les plus reculées du Cambodge.

Cette seule pensée pourrait leur faire peur, mais le fait est qu'il est plus facile de parler de démocratie, de droits de l'Homme et de liberté aujourd'hui que lorsque tout cela n'existait pas, en particulier sous le régime de Pol Pot. Quelle ironie ! Pol Pot parlait d'éliminer les droits de l'Homme et promettait le monde aux paysans, qui prirent les armes pour combattre pour leurs convictions, et moururent pour eux. Qu'est-il arrivé ? Celui qui prêchait ces idéaux s'est trouvé n'être que l'assassin des masses, dont le repentir, s'il existe, ne pourra laver l'angoisse des générations de Cambodgiens à venir. En fait, de tels idéaux ont presque supprimé les Cambodgiens de la surface de la terre. Est-ce cela que vous voulez ?

Investissements

Certains ont prétendu que le Cambodge s'était vendu à la Malaisie. Est-il moralement ou légalement mauvais pour le Cambodge de se tourner vers des pays amicaux qui ont traversé des passés similaires ou quelque chose qui y ressemble ? Où sont ces Khmers d'outre mer qui prêchent la loyauté, le nationalisme et la réunification ? Certains d'entre eux auraient la possibilité de changer quelque chose à la qualité de la vie des Cambodgiens. Mais ils ne viennent pas. Au lieu de cela, ils parlent et critiquent. Mais ils ne font rien.

Nous les Khmers devons être unis dans notre guerre contre la pauvreté et le reste. Notre désunion a presque provoqué notre disparition. Travaillons donc ensemble pour raviver les gloires des temps d'Angkor, lorsque l'union suscitait la construction de nombreuses merveilles. Les Malaisiens sont ici en tant que vrais amis. Il est faux de dire que le Cambodge se vend à eux, car il existe d'autres investisseurs, des Etats-Unis, d'Europe, d'Australie, d'Asie et du Canada. Qu'en est-il de ces investisseurs ? Trompent-ils un gouvernement et un pays corrompus, ou bien essaient-ils d'aider les Cambodgiens à se remettre en marche et à assurer leur avenir ?

L'armée

Les forces armées royales cambodgiennes sont une organisation qui s'est unifiée sous

l'ombre de l'Armée Royale. Avant les élec
NORODOM RANARIDDH (suite)

tions de 1993, les trois composantes de l'armée unifiée se combattaient entre elles, ou ensemble contre une autre. Quand une armée de l'ancien système socialiste vient sous un système démocratique, on doit s'attendre à ce qu'il y ait des moutons noirs. D'où les accusations de corruption et d'indiscipline. Le Gouvernement Royal lutte durement pour résoudre ces problèmes. Il a commencé par réduire le nombre des généraux de plus de 1800 à moins de 200. Ceci a été réalisé avec succès, et sans aucun problème social ou de sécurité.

Le second pas consiste à réformer les forces armées, ce qui exige que les effectifs passent de 130 000 actuellement à 70 000. Cet exercice permettra d'éliminer les "soldats-fantômes", et d'accroître la discipline et le professionnalisme.

On doit comprendre que sans l'existence de ce que certains appellent cette armée de traine-savattes le Royaume aurait été une fois encore perdu face aux prédateurs du génocide. Passer d'une armée communiste et de factions de guerillas à une armée unifiée n'est jamais facile, mais nous y parviendrons.

Le Gouvernement Royal a le soutien des RCAF elles l'ont prouvé en restant neutres et en soutenant le Gouvernement Royal légalement élu lors du coup d'Etat avorté de juillet 1994.

Liberté de la presse

Le Cambodge a au moins 50 médias, électroniques ou imprimés en activité sous des formes variées. N'est-ce pas le signe et la preuve de la liberté de la presse ? Mais la liberté de la presse ne signifie pas qu'il ne doive pas y avoir de règles. Les journalistes doivent se discipliner eux-mêmes, et la variété occidentale de la démocratie et de liberté de la presse n'est pas applicable au Cambodge. Les années de guerre ont vu la réduction du niveau des facultés intellectuelles et de compréhension du peuple. Une presse débridée qui n'a pas le sens des vérités et qui repose seulement sur le sensationnalisme est dangereuse pour la stabilité socio-économique, politique et pour la sécurité du Cambodge. D'où la nécessité d'une loi sur la presse, car les journalistes ont montré dans le passé qu'ils étaient une proie facile pour les manipu-

lateurs, et qu'ils sont pour eux-mêmes leurs pires ennemis.

Unité et gouvernement de coalition

Beaucoup ont demandé quelle était la nécessité d'un gouvernement de coalition et de partager le pouvoir puisque le Funcinpec avait gagné les élections. Il a gagné les élections, mais pas avec la majorité dont il a besoin. L'autre choix, c'est de revenir aux sombres années de la guerre civile. Le gouvernement de coalition, dont les membres travaillent ensemble sous l'ombrelle de l'Assemblée nationale et la sagesse de Sa majesté le Roi, le Père de la Nation, constitue le meilleur espoir pour le moment, jusqu'aux prochaines élections. Donc attendons les prochaines élections de 1998, au lieu de casser les gains durement acquis des Accords de Paris. (...).

Immigration

Le Royaume du Cambodge a une frontière commune longue de plusieurs milliers de kilomètres avec trois pays, la Thaïlande, le Laos et le Vietnam. Bien qu'une loi sur l'immigration ait été adoptée par l'Assemblée nationale, elle doit être complétée par une loi sur la Nationalité, qui est en cours de rédaction. Il n'est pas question que le Gouvernement Royal ne souhaite pas que cette loi d'immigration ne soit pas appliquée.

Nous n'avons pas les moyens de protéger nos frontières contre les infiltrations et l'immigration illégale. Là où existent des postes de contrôle officiels, nous avons réussi à refouler des milliers d'immigrants illégaux chaque mois. Pourtant, il y a encore des failles, étant donné le terrain et la longueur et la porosité des frontières. Il existe encore une immigration illégale. Comme aux Etats-Unis où des milliers de Mexicains s'introduisent clandestinement malgré la stricte surveillance.

Les coupes de bois

Beaucoup s'interrogent sur la légalité et le bien fondé d'un contrat d'exploitation forestière alors que l'interdiction d'exploiter le bois est en vigueur et strictement respectée. Le contrat accordé à Samling Corporation ne permettra pas l'exportation d'un seul tronc. En revanche il y aura de nombreux ateliers de travail du bois, qui créeront jusqu'à 40 000 emplois, en même temps qu'ils assureront la construction de nombreuses infrastructures et de services.

Imaginez la construc-

tion d'écoles, d'au moins 27 ponts, de centaines de km de route de Snoul à Chhloung ouvrant ainsi le Mondolkiri, et d'autres services, tout cela créé par des fonds privés. C'est cela le contrat Samling, qui a reçu un certificat internationalement reconnu pour ses techniques de reforestation et de strict respect de la protection de l'environnement.

Le Cambodge étant membre des Nations Unies et de l'Organisation Internationale du Bois, il doit respecter scrupuleusement les conditions établies par l'organisme. La société qui a obtenu le contrat ne doit pas couper d'arbres de moins de 30 ans, avec la condition supplémentaire d'un nombre de coupes limitées par ha, et de replanter la zone. De plus, à titre de sécurité, la société concessionnaire doit déposer ses fonds auprès de la Banque Nationale pour assurer le respect des engagements. Ou alors le Gouvernement Royal utilisera ces fonds pour entreprendre la reforestation.

En fait, les Khmers rouges ont coupé beaucoup plus d'arbres et ont pratiquement rasé les zones qu'ils contrôlent de tous arbres, petits et gros, et les exportent vers un pays voisin pour financer leur guerilla. Voilà le problème. Et non la concession de contrats par le Gouvernement Royal.

Khmers rouges

Depuis le troisième trimestre 1994 plus de 15 000 Khmers rouges, y compris des cadres, des combattants et leurs familles se sont rendus au Gouvernement Royal. Alors que des combattants seuls avaient précédemment fait défection, maintenant ils retournent au Gouvernement par familles entières et avec leurs biens. Ces défections sont dans une large mesure dues aux efforts réalisés par le Gouvernement Royal pour le développement rural et pour fournir aux familles khmers rouges une vie nouvelle. Il propose aussi aux combattants de choisir entre rejoindre les RCAF et retrouver la vie civile.

Ceux qui se rendent ont été soutenus par des fonds extérieurs et des organismes humanitaires et le Gouvernement pour sa part fait de son mieux pour s'occuper d'eux avec tous les moyens à sa disposition. Ces défections sont dues aussi aux Nobles Appels de Sa Majesté le Roi Norodom Sihanouk en faveur de la paix et de la réconciliation (...)

(suite page 8)


 Directeur de la publication Chea Savuth
 Rédacteur-en-chef : Alain Gascuel
 Enquêtes : Christine Chaumeau
 Mise en page : Pen Mary
 Impression : CIC
 Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 - BP 836 - Phnom-Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel (015) 91 19 67

est vendu uniquement par abonnement
exemplaire gratuit sur demande

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs



CHANGEMENT DE DIRECTION

LUC VOUS ACCUEILLE AU CACTUS

buffet de salades à volonté à 2 \$ s. c. tous les midi

GRAND CHOIX DE BIERES

LE CACTUS

de 10 heures du matin à 2 heures du matin

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH

NORODOM RANARIDDH (suite)

Casino

Beaucoup ont posé des questions sur la décision du Gouvernement Royal d'accorder une licence pour un casino. La réalité est différente.

Le Gouvernement Royal a accordé un contrat, après un appel d'offres international, à une société malaisienne pour un projet de développement global de la région de Sihanoukville. Ce projet représente un investissement total de 1,3 milliard de dollars. Il comporte : -une route à 4 voies; -production et distribution d'électricité; -approvisionnement et distribution d'eau; -un golf; -une marina; - des résidences; -des hôtels; -des télécommunications; -des zones résidentielles et industrielles; -la réhabilitation et l'amélioration de l'aéroport de Sihanoukville, qui sera capable de recevoir les lignes internationales et fera de Sihanoukville le deuxième accès aérien au Cambodge.

Le casino ne représente que 10 % du total du projet, et l'objectif n'est pas de corrompre les Cambodgiens, mais de générer des devises très nécessaires pour développer d'autres parties du pays.

Prospection conjointe des réserves de pétrole

Beaucoup ont demandé s'il était sage de partager nos réserves pétrolières avec la Thaïlande. Ces craintes ne sont pas justifiées. Etant donné que la Cour mondiale doit encore régler la question des frontières territoriales et des limites des eaux contestées, la meilleure solution est la prospection conjointe et le partage des revenus, à moins d'entreprendre un conflit armé.

Il vaut mieux partager un revenu estimé de 700 millions de dollars avec la Thaïlande plutôt que de ne rien gagner du tout si la dispute reste sans solution ou va vers le conflit armé. Nous n'avons ni les moyens ni la capacité d'entreprendre une telle confrontation, d'où la nécessité d'une médiation et de faire des concessions pour obtenir des bénéfices communs.

L'expulsion de Sam Rainsy du Funcinpec et de l'Assemblée nationale

Sam Rainsy a reçu d'amples mises en garde, admonestations amicales et persuasions courtoises pour qu'il cesse ses façons tortueuses et respecte la ligne du parti Funcinpec. Nous ne devons pas oublier que le Gouvernement Royal est un gouvernement de coalition. Les membres du Funcinpec doivent donc régler tous les problèmes à l'intérieur du parti, et ne pas le combattre en public, ce qui donne des avantages indus à des éléments indésirables. Dans toute organisation politique, la loyauté et l'allégeance à la direction, notamment au Président, est une condition préalable pour l'unité et la stabilité du parti. Pour ce qui est de son expulsion de l'Assemblée nationale, c'est le droit du Funcinpec, selon la loi de l'APRONUC et les règlements internes de l'Assemblée nationale qui est une organisation souveraine et indépendante.

Ni le Premier Ministre ni le Gouvernement Royal ne peuvent intervenir dans les activités de l'Assemblée nationale. C'est une organisation souveraine.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

LE SAUVETAGE A COMMENCE

Conservateur-en-chef des bibliothèques, chercheur, historienne, diplômée des Langues-O (Chinois et Vietnamien), thèse de Doctorat à l'INALCO, membre de l'EFEO de 1982 à 1990, chargée successivement depuis 1965, par la Bibliothèque Nationale à Paris, par l'EFEO, le Musée de l'Homme, le CNRS, le ministère des Affaires Etrangères, ... de missions souvent difficiles concernant les livres imprimés dans les trois pays de l'ancienne Indochine, ou concernant ces pays, Christiane Pasquel-Rageau met actuellement son expérience au service de la Bibliothèque Nationale de Phnom Penh.

Quelqu'un d'autre aurait été découragé par ces gros tas de livres arrachés on ne sait quand à leurs rayonnages, aussi peu attrayants qu'une décharge publique. Un tas important a été récupéré dans les jardins après maintes saisons des pluies. D'autres livres ont été récupérés dans les rues par des mains compatissantes. Les tas énormes restés dans la bibliothèque sont plutôt la proie des insectes qui apprécient les reliures de cuir. L'aspect, la poussière, ont jusqu'ici repoussé les chercheurs et les experts étrangers venus explorer la réserve.

La décision prise est bien différente. Sur la demande du ministre de la Culture Nouth Narang, et selon une Convention signée en mai 1994 entre les gouvernements cambodgien et français, on va sauver un maximum de livres. Avec un masque anti-poussière sur le visage, aidée par deux bibliothécaires cambodgiens dévoués, Christiane Rageau opère depuis juin. Sa mission doit durer six mois.

En 1960, la Bibliothèque Nationale comptait environ 30 000 ouvrages, selon les cahiers d'inventaire retrouvés. Tous étaient reliés, très bien, avec un dos en cuir, par des ateliers locaux; tous portaient en lettres dorées la mention ABC (Archives et Bibliothèques du Cambodge) un chiffre et le titre.

Créée en 1924 par le directeur des Archives et Bibliothèques de l'Indochine Paul Boudet, selon le souhait du Gouverneur général Albert Sarraut, la Bibliothèque, un bâtiment "Art Déco" très réussi, avait deux fonctions principales :

-bibliothèque d'études, destinée aux Cambodgiens éduqués qui venaient se perfectionner pour parfaire leurs études en France, surtout en Droit, en Histoire, en Littérature; - et bibliothèque de prêt, avec des livres plus faciles.

Il y avait aussi un bâtiment consacré aux archives. Un petit fonds de manuscrits existe

réhabilité et micro-filmé par les Etats-Unis. Dès le début, les lecteurs étaient des Cambodgiens pour environ 80 %.Après l'indépendance, la structure de la Bibliothèque n'a pas été fondamentalement modifiée. Telle quelle, la Bibliothèque Nationale a sans doute fonctionné jusqu'en 1975.

"Il ne semble pas y avoir eu pillage ni destruction systématique, contrairement à ce qui a été dit. Sans doute quelques vols, des "prélèvements" (il manque à tel livre toutes les pages concernant le Cambodge, par exemple). Mais personne n'a vu la valeur des livres à cause de l'incohérence et du volume des tas : c'est peut-être ce qui a sauvé l'essentiel, observe Christiane Rageau. Il reste environ 80 % du fonds. Environ 18 000 titres seront utilisables, c'est à dire un peu plus de la moitié du fonds initial. S'y ajoutent environ 5000 titres incomplets, et des périodiques d'avant 1960.

"Ma mission consiste à revaloriser le patrimoine d'origine française et khméro-française antérieur à 1960. Elle comporte deux aspects :

"- d'abord une action matérielle, de réhabilitation physique des livres. Un atelier de restauration va fonctionner à partir de la mi-septembre. Le matériel est arrivé. On traitera les livres en fonction de leur utilité d'aujourd'hui. Mais le souhait des responsables cambodgiens est que l'on reconstitue le plus possible la situation antérieure.

"Cette action de réhabilitation concerne aussi le local : la partie du bâtiment qui lui sera consacrée (toute l'aile gauche) sera refaite, isolée de la poussière et climatisée. L'architecte est M. Sophal Pong, Doyen de la Faculté d'Architecture.

"- Il s'agira ensuite de classer, d'établir un catalogue, des notices, et de proposer un système de fonctionnement".

La valeur et l'intérêt des livres ainsi récupérés sont variables. Parfois très faibles. Mais il existe aussi des livres assez rares, et quelques très beaux ouvrages, par exemple les "Décades zoologiques" (Oiseaux de l'Indochine, Reptiles, Botanique, ...) avec des planches en couleurs, peintures et photos colorées, publiées en 1905 par la "Mission Scientifique Permanente d'Exploration en Indochine".

"Oui, il vaut la peine de sauver ce fonds khméro-français" estime Christiane Rageau.